

La composante européenne du LOBBY ARABE à Washington

Steven J. Rosen

Steven J. Rosen a été pendant vingt-trois ans l'un des hauts responsables de l'AIPAC. Il est maintenant directeur du Projet de Washington du Forum du Moyen-Orient.

Au début des années 80, les dirigeants du Conseil américano-israélien pour les affaires publiques (AIPAC) manifestaient une préoccupation palpable devant l'ascension menaçante d'un lobby américano-arabe dont objectif évident était de poser un défi à la communauté pro-israélienne. L'Association nationale arabo-américaine (NAAA), fondée en 1972, était en plein épanouissement, et en 1980, l'ancien sénateur américain James Abourezk venait de créer le Conseil américano-arabe contre la discrimination. En 1985, James Zogby ajoutait à ces groupements une structure supplémentaire, l'Institut américano-arabe. Quelques experts prédirent alors que l'AIPAC avait finalement trouvé un contrepoids à sa taille, et certains partisans de haut niveau de cette organisation s'en inquiétèrent beaucoup. Le lobby américano-arabe semblait se trouver sur une trajectoire ascendante.

Un lobby américano-arabe ?

Pendant, les tentatives pour mobiliser des Américains d'origine arabe dans une croisade contre Israël trouvèrent leur limites dans la mesure où ce projet

ne recouvrait pas des intérêts essentiels de la majorité d'entre eux. Les deux tiers des Arabes américains (63 pour cent) viennent des minorités chrétiennes du Moyen-Orient qui ont souffert de la domination du nationalisme extrémiste arabe et des groupes musulmans dans leurs pays d'origine. Plus de la moitié des Arabes américains sont des chrétiens libanais et syriens, qui connaissent les dommages causés au Liban par les membres du Baas syrien, les terroristes palestiniens et le Hezbollah chiite. (1) Un tiers sont des chrétiens maronites. Ils sont représentés de façon plus authentique par des organisations comme la Ligue des Libanais américains qui s'efforce de sauver le Liban des griffes des extrémistes arabes que par des groupes engagés dans une croisade contre Israël, ou dans le soutien à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Seule une minorité des Arabes américains consent à soutenir, ici et maintenant, des organisations dont le but principal et parfois unique est de mener une action politique contre Israël ; et dans cette minorité, ceux qui sont attirés par une ligne politique anti israélienne sont tellement radicaux que ce genre d'organisation ne souhaite pas les avoir dans leurs rangs.

Le plus grand groupe arabo-américain, le Comité américano-arabe contre la discrimination (CDA), attire de nouvelles recrues en combattant les biais et les stéréotypes arabophobes aux Etats-Unis, une cause qui, tout naturellement, tient plus à cœur à de nombreuses familles américaines d'origine arabe traditionnelle que l'importation dans le pays d'accueil de la lutte contre Israël qui a déjà produit tellement de calamités dans leurs pays d'origine. L'association nationale des Arabes-américains, qui a focalisé ses activités sur Israël, a complètement disparu depuis qu'elle a fusionné avec le CDA en 2001. (2) Aujourd'hui, les organisations arabo-américaines sont des acteurs du débat sur le Moyen-Orient mais elles n'ont certainement atteint le niveau qui leur permettrait de contester l'influence des amis américains d'Israël.

Un lobby des pétrodollars ?

La progression du "lobby des pétrodollars" aux Etats-Unis, a été une autre source d'inquiétude pour la communauté pro-israélienne dans les années 80. Il était alimenté par des compagnies pétrolières gigantesques et les ambassades des pays du Moyen-Orient comme l'Arabie saoudite et recevait un fleuve d'argent depuis le quadruplement du prix du pétrole par l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) dans les années 70. Le fondateur de l'AIPAC, Isaïe Kenen décrivait le lobby arabe comme une "pétro-diplomatie complexe." (3) Steven Emerson écrit sur le lobby des pétrodollars dans son best-seller de 1985, *La Maison américaine des Saoud*. Il y indiquait comment les ambassades arabes et les sociétés en recherche de contrats arabes utilisaient

des personnalités américaines éminentes comme l'ancien président de la commission des affaires étrangères du Sénat, William Fulbright, l'ancien assistant de la Maison Blanche Frederick G. Dutton, l'ancien secrétaire du Trésor William Simon, l'ancien gouverneur du Texas John Connally, l'ancien directeur du budget Bert Lance, et l'ancien vice-président Spiro Agnew.

Il est cependant difficile de trouver une preuve significative de l'impact du lobby des pétrodollars dans la sphère du conflit israélo-arabe, ou d'une tentative majeure d'interférer dans les rapports bilatéraux entre les Etats-Unis et Israël. Les compagnies pétrolières, les ambassades arabes et leurs lobbyistes, ont une influence considérable sur la sphère de la politique de l'énergie, et sur quelques questions relatives au Golfe Persique, comme les ventes d'armes à destination des Etats arabes du Golfe. (4) Cependant, tout ce monde concentre son action sur les pays arabes riches et relativement modérés, et pas sur les pays voisins d'Israël, moins prospères, comme l'Egypte, la Jordanie, la Syrie, le Liban, et les Palestiniens. (5) Et il ne manifeste nulle intention d'affronter l'AIPAC et les amis d'Israël. En fait, sur quelques projets particuliers (notamment la politique vis-à-vis de la Turquie et le pipeline entre la mer Caspienne et Bakou-Ceyhan), leurs intérêts et ceux de l'AIPAC convergeaient, ce qui les conduisit à coopérer. Même lorsque ces intérêts divergeaient, comme sur l'Iran, il s'agissait d'un conflit d'intérêts portant sur les sanctions économiques plutôt qu'un conflit idéologique au sujet de l'Iran lui-même.

L'Europe comme véritable lobby arabe

Une longue expérience de Washington mène à des conclusions différentes et un peu surprenantes. La force extérieure qui exerce les pressions les plus fortes sur le gouvernement des Etats-Unis pour qu'il prenne ses distances avec Israël n'incarne pas les organisations arabo-américaines, ni les ambassades arabes, ni les compagnies pétrolières, ni le lobby des pétrodollars. Ce sont plutôt des Européens, particulièrement des Britanniques, des Français, et des Allemands, qui se comportent comme le lobby arabe le plus influent sur le gouvernement américain. Les Arabes le savent, aussi leur voie d'accès préférée vers Washington passe souvent par Bruxelles, ou Londres, ou Paris. Nabil Shaath, qui était alors le "ministre des affaires étrangères", de l'Autorité palestinienne disait en 2004 que l'Union européenne est "notre alliée de choix." (6)

Les Arabes considèrent l'Europe comme le talon d'Achille de l'alliance entre les Etats-Unis et Israël, et le meilleur moyen d'enfoncer un coin entre les deux alliés historiques.

Les Européens sont particulièrement redoutables pour leur influence sur la politique moyen-orientale des Etats-Unis car ils disposent de quatre avantages.

D'abord, bien qu'il existe entre eux des différences subtiles, la plupart des dirigeants européens ont en commun de nombreuses convictions au sujet d'Israël, des Palestiniens, du monde arabe, et du conflit du Moyen-Orient. Ces convictions sont beaucoup plus proches des analyses des Arabes que du point de vue de Jérusalem, et plus proches de leurs objectifs que des conceptions en vigueur parmi les architectes de la politique des Etats-Unis.

En second lieu, et c'est particulièrement vrai des représentants de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, et de la France, il ont plus facilement accès aux responsables américains, le président dont ils sont proches y compris, que les Arabes ou les Israéliens.

Troisièmement, les Européens intègrent leurs argumentations dans le cadre plus large de valeurs, d'intérêts partagés, et de confiance mutuelle avec les Etats-Unis. De ce fait, leurs messages sont considérés avec plus d'attention que s'ils venaient d'un chef non élu d'une société arabe profondément différente des Etats-Unis.

Quatrièmement, les responsables américains croient qu'il est dans leur intérêt national d'aller dans le sens des alliés européens de peur qu'ils ne modifient leur politique et adoptent des orientations indépendantes sur le Moyen-Orient, tombant sous l'emprise d'europhobes comme l'ancien commissaire aux affaires étrangères de l'Union européenne Christopher Patten. C'est ainsi que Patten déclarait par exemple en juillet 2010, "L'absence de positions européennes est injustifiable... si les Américains ne font rien, cela revient à se lier les mains. Nous devrions... être plus explicites quand nous fixons les objectifs visés par l'Europe et... tenter de les mettre en application." (7)

Le premier ministre du Royaume Uni, le président français, et le chancelier allemand ont un accès direct au président. Cela tient beaucoup moins à une chimie personnelle subtile qui existerait entre eux et un quelconque président américain, qu'à l'importance objective de leurs pays pour les Etats-Unis. La Grande-Bretagne, la France, et l'Allemagne sont trois des six principales économies du monde, et trois des six principales puissances militaires si on les classe en fonction de l'importance des dépenses de défense. (8) Deux d'entre elles — la France et la Grande-Bretagne — sont parmi les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU qui disposent du droit de veto. Les mêmes sont parmi les principales puissances nucléaires du monde. Quatre pays européens — la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, et l'Italie — appartiennent au groupe des huit (G8), un forum qui comprend également les Etats-Unis, le Canada, la Russie, et le Japon. Les gouvernements britanniques, français, et allemands représentent les pays les plus influents sur la politique étrangère de l'Union européenne et ils pèsent aussi de façon déci-

sive sur la voix de l'Europe concernant le Moyen-Orient au sein du Quartet (qui comprend les Etats-Unis, l'Union européenne, la Russie, et l'ONU). Les Etats-Unis ont également une histoire plus longue et plus profonde, des valeurs partagées et des intérêts communs avec les principaux pays européens, et moins de conflits d'intérêts qu'avec la Russie, la Chine, ou n'importe quelle nation arabe. Pendant des années soixante cinq, la Grande-Bretagne, la France, et l'Allemagne ont été leurs alliés principaux dans l'alliance politique et militaire la plus décisive pour les Etats-Unis, l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN). Leurs avis sont énoncés sur un ton modéré, et ils sont considérés comme plus raisonnables que ceux de la majorité des pays arabes. De part et d'autre, on fait l'hypothèse qu'ils sont les principaux partenaires de l'Amérique, que Washington doit toujours prendre en compte leurs intérêts, et qu'ils accordent en principe la plus grande attention aux exigences américaines. En contrepartie, cette hypothèse d'intérêts partagés donne aussi aux Européens une grande crédibilité et un accès privilégié aux membres les plus éminents de l'administration américaine, aux milieux du Conseil national de sécurité, du département d'Etat, du Pentagone, et à la communauté du renseignement et autres Agences. Les assistants des secrétaires, les directeurs de service, et les conseillers de haut niveau donnent un poids spécial aux avis de leurs homologues français, allemands, et britanniques. Ils passent plus de temps avec eux qu'avec les Arabes. Ces Européens accèdent aussi facilement aux membres du Congrès et à leurs états-majors.

1 000 lobbyistes contre un type seul

Un exemple spectaculaire de la façon dont une intervention européenne peut introduire un coin entre les Etats-Unis et Israël s'est produit il y a presque vingt ans, aboutissant à une confrontation sérieuse entre le Président George H.W. Bush et Jérusalem. C'est l'histoire, non révélée à ce jour, du rôle d'un dirigeant européen, le premier ministre britannique John Major, qui parvint à provoquer la pire crise jamais survenue entre un président américain et le gouvernement d'Israël. Ce fut un conflit célèbre, qui ne serait jamais survenu sans l'intervention du leader européen. (9)

En 1991, la guerre du Koweït venait juste de se terminer et le président Bush avait annoncé le 6 mars son intention de réunir une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient. (10) A la même époque, l'Union soviétique était dans la phase finale de son effondrement, et un flot de Juifs soviétiques, jusque là empêchés d'émigrer, quittaient en masse le pays. Plus de 200 000 d'entre eux étaient déjà arrivés en Israël, et l'on s'attendait à ce qu'une marée de plus d'un million de personnes les suive d'une façon imminente. Israël était face à un grave

défi, celui de l'absorption d'un flux aussi énorme, équivalant à 20 % de sa population initiale. Le 5 mai 1991, l'ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, Zalman Shoval, annonça qu'Israël demanderait bientôt à Washington 10 milliards de dollars de garanties pour des prêts permettant le financement de logements alloués au million d'immigrés soviétiques attendus sur les cinq années à venir. (11)

Les Palestiniens craignirent alors que les nouveaux immigrés s'installent dans les territoires contestés. (12) Le président Bush et son secrétaire d'état, James A. Baker, déclarèrent que toute garantie de prêt nouvelle seraient conditionnée à l'engagement d'Israël de ne pas utiliser les fonds dans les territoires. (13) Il fallait trouver un mécanisme pour s'assurer que les garanties ne seraient pas utilisées pour alimenter les activités d'implantation de peur que la conférence internationale annoncée par le président ne soit compromise.

Pour se donner le temps de trouver une formule adéquate, le premier ministre Yitzhak Shamir accepta de retarder la demande israélienne officielle des garanties de prêt pendant trois mois, jusqu'au 6 septembre. (14) Au cours de l'été 1991, le secrétaire d'Etat Baker fit de nombreux voyages dans la région, cherchant comment éviter un conflit entre les garanties de prêt et le processus de paix. (15) Je fus impliqué en compagnie de quelques collègues de l'AIPAC dans certaines de ces négociations en coulisses, conduites principalement par Elyakim Rubinstein, le secrétaire du gouvernement israélien, James Baker et son état-major, le sénateur Robert Kasten Jr. (un républicain du Wisconsin) au nom des membres pro-israéliens du Congrès, ainsi que l'ambassadeur Shoval.

A la mi-août, nous avons été soulagés d'apprendre, par l'intermédiaire de Baker et de son état-major, qu'une solution acceptable pour Washington avait été trouvée. Le président ne l'avait pas encore approuvée, mais Baker croyait fermement qu'il détenait une formule apparemment acceptable pour toutes les parties. Pour l'AIPAC, il s'agissait d'une question d'importance cruciale parce qu'elle déterminait le destin d'un million de juifs en difficulté, soutenait un effort historique pour lancer un processus de paix, et préservait la nature des rapports bilatéraux entre Israël et son allié le plus important.

George H. W. Bush prenait des vacances estivales en famille dans sa maison de Kennebunkport dans le Maine, à la fin août 1991 quand le premier ministre britannique John Major et son épouse Norma lui rendirent visite. C'est ce genre d'épisode sans protocole, de rencontres directes avec le président sans la médiation de ses assistants et conseillers, qui rendent les dirigeants européens si influents sur des questions comme celles du Moyen-Orient. Major s'est contenté de citer la presse égyptienne disant que les implantations israéliennes, y compris celles de Jérusalem-Est étaient "illégales" et "portaient atteinte" au pro-

cessus de paix. Il souhaite que Bush tienne tête à Israël. (16) Baker plaide auprès du président pour un compromis, alors que le dirigeant britannique l'invitait à un affrontement sans concessions.

Quand Bush rentra de Kennebunkport, son avis avait changé comme l'attestent les rapports ultérieurs des responsables américains. À la surprise de Baker, le président rejeta l'ensemble des assurances que le secrétaire avait patiemment assemblées et décida de jeter son gant au visage d'Israël et de ses défenseurs. Le 6 septembre 1991, il demandait au Congrès de retarder de 120 jours les garanties de prêt "pour donner une chance à la paix." (17)

Six jours plus tard, Bush franchit une étape supplémentaire. Le 12 septembre, plus de 1 000 responsables juifs de tout le pays convergèrent vers Capitol Hill pour inciter les membres du Congrès à consentir les garanties de prêt. Le président Bush répondit en appelant à une conférence de presse le jour même, pour avertir qu'il opposerait son veto aux garanties de prêt si le Congrès persistait à les approuver en dépit de son exigence d'un délai de 120 jours. Il critiqua également les membres du lobby pro-Israélien, affirmant :

Nous sommes face à des groupes très puissants et efficaces qui sont allés à Capitol Hill... Il y avait là quelque chose comme mille lobbyistes sur The Hill pour soutenir le second aspect de la question. Nous avons ici juste un petit bonhomme pour faire le travail... La constitution charge le président de la conduite de la politique étrangère de la nation... il y a une tentative de certains membres du Congrès d'empêcher le président de prendre des mesures centrales pour la sécurité de la nation. Mais l'enjeu est trop important pour que la politique intérieure prenne le pas sur la paix. (18)

De nombreux experts interrogés sur le point le plus bas des relations israélo-américaines dans l'histoire, mentionnent ce différend sur les garanties de prêts. (19) C'était, pour le moins, l'un des revers les plus sérieux de ces relations. Mais le rôle d'un premier ministre britannique défaisant des mois d'efforts déployés par les médiateurs et incitant au conflit n'avait jamais été exposé jusqu'ici. C'est un exemple de la manière de procéder d'un Européen d'importance pour interférer sur le niveau décisionnaire le plus élevé des Etats-Unis, le rapprocher du point de vue arabe, et l'éloigner d'Israël.

L'Europe est au plus proche des Arabes

Cette influence européenne est difficile à dépister parce qu'elle s'exerce dans les coulisses, hors du regard du public. Elle couvre un grand nombre de questions relatives au Moyen-Orient : elle pousse Washington à faire pression sur Israël pour des concessions aux Palestiniens ; elle pousse au dialogue avec les organisations terroristes comme le Hamas en lui attribuant un effet de modération ; elle somme Washington de restreindre les mesures de sécurité des

Israéliens comme "la barrière", les éliminations ciblées, le blocus de Gaza, l'utilisation soi-disant excessive de la force ; et elle veut renforcer l'opposition aux implantations israéliennes, en particulier à Jérusalem.

Il y a beaucoup d'hypothèses pour expliquer l'inclination des Européens à prendre parti pour les Arabes et à s'opposer à Israël. D'un côté, le Moyen-Orient est une région où les Européens peuvent afficher l'indépendance de leur politique étrangère vis-à-vis des Etats-Unis sans risquer des conséquences catastrophiques parce qu'ils supposent que les Etats-Unis protégeront Israël des effets majeurs de leur intervention. De l'autre, l'Europe est plus dépendante du monde arabe pour son commerce et ses approvisionnements en pétrole que les Etats-Unis.

Par exemple, les Etat arabes du Golfe sont un marché d'importation de 300 milliards de dollars pour les entreprises du monde entier (20) à comparer aux 50 milliards de dollars d'importations d'Israël. (21) L'Europe a également le désir d'apaiser "le cheval fort" de la région (par exemple, Israël a une voix à l'ONU, les Arabes vingt-cinq, les nations musulmanes cinquante). La culpabilité qu'éprouvent beaucoup d'Européens pour leur passé impérial, dont ils ne sont pas fiers, les conduit à une vision fautive des Israéliens qu'ils perçoivent alors comme un peuple opprimant le tiers monde. L'influence croissante des populations musulmanes de l'Europe (par exemple, celle des Arabes en France, des Turcs en Allemagne, des Sud-asiatiques en Grande-Bretagne) joue aussi un rôle, comme l'impératif de maintenir le calme dans ces segments de la population, si faire se peut. Certaines analyses évoquent la satisfaction induite par la liberté de s'en prendre aux Juifs d'Israël, qui a pour effet de dissiper la culpabilité européenne pour son rôle dans l'Holocauste. En conclusion, il se peut que les Européens ne comprennent tout simplement pas qu'Israël est une démocratie en guerre, vivant dans un voisinage mortellement dangereux. Il assure son autodéfense d'une façon qui ne peut sembler excessive qu'à des spectateurs plongés dans l'environnement apaisé du *xxi*^e siècle de Europe occidentale (quoique les démocraties occidentales et les Etats-Unis ne se soient pas privés d'utiliser des moyens plus impitoyables qu'Israël dans des guerres fort éloignées de leurs territoires).

Des dates limites pour un Etat palestinien

L'une des choses que les Européens attendent de Washington, c'est qu'il exerce des pressions intensives sur Jérusalem pour qu'il fasse des concessions au cours des négociations de paix, afin qu'advienne un accord avec les Palestiniens. Les Européens aiment l'idée des dates limites, des conférences internationales, des pressions verbales et économiques sur Israël, et d'autres mécanismes

permettant de déloger le gouvernement israélien de positions qu'ils perçoivent comme "intransigeantes."

Par exemple, en 2002, les Européens ont inventé l'idée d'une "feuille de route" contenant des dates limites pour la création d'un Etat palestinien, afin de forcer les négociations israélo-palestiniennes à une conclusion. Le 17 septembre 2002, les responsables européens ont présenté un plan à Washington qu'ils avaient rédigé avec la participation et l'approbation des Palestiniens. (22) Jérusalem a fait des objections énergiques sur les dates limites choisies qui ignoraient le non respect des Palestiniens des engagements qu'ils avaient signés dans le passé. Des responsables américains émirent des réserves sur l'approche européenne parce que leur modèle était trop détaillé alors qu'on en était à une phase préliminaire (23). Néanmoins, le secrétaire d'Etat Colin Powell s'est aligné sur l'Union européenne, le secrétaire général des Nations Unies, et le ministre des affaires étrangères russe, Igor Ivanov, en signant la déclaration du quartet annonçant "une feuille de route concrète, en trois étapes, pouvant aboutir à un règlement final dans un délai de trois ans." (24) Le porte-parole du ministère allemand des affaires étrangères, Andreas Michaelis, déclara que la teneur du pacte du Quartet était "presque identique" aux propositions formulées par les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne. (25) Le délégué de l'Union européenne pour le Moyen-Orient, Miguel Angel Moratinos, dit qu'il s'agissait "d'une idée européenne, pas d'une idée américaine." (26) C'était en fait un véhicule idéal pour des pressions européennes et américaines sur Israël.

Cependant, en insistant sur le fait que le plan était "basé sur les résultats", Washington pouvait conditionner les dates limites de la Feuille de route aux réalisations des parties engagées. Alors que la Feuille de route annonçait "des phases, des dates butoir, des dates cible, et des points de repères, bien clairs", (27) l'administration Bush a obligé ses partenaires du Quartet à convenir que "le passage d'une phase à l'autre [serait] lié strictement à la conformité des parties à leurs obligations de résultats, contrôlées et évaluées par le Quartet... La progression... sera fondée sur un consensus du Quartet permettant de dire si les conditions sont réunies compte tenu des réalisations des deux parties." (28)

Cependant, en 2010, la Feuille de route n'a toujours pas abouti à un Etat palestinien, et les Européens bouillent à nouveau d'impatience devant la lenteur des négociations. Les dirigeants européens sont en train de revenir à leur concept original de date butoir et de date sûre pour forcer à un premier résultat. En juillet 2009, le chef de la politique étrangère de l'Europe, Javier Solana, a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à reconnaître un Etat palestinien passé une certaine date, si les Israéliens et les Palestiniens ne parvenaient pas à un accord par eux-mêmes :

Après la fixation d'une date limite, une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU devra proclamer l'adoption de la solution à deux Etats... fixer un calendrier d'exécution... (et) accepter l'Etat palestinien comme membre à part entière de l'ONU... Si les parties ne parviennent pas à s'y conformer (au calendrier), une solution soutenue par la communauté internationale devra être mise sur la table. (29)

Le plan de Solana est un exemple classique du paradigme de la pression : choqués par la lenteur du rythme des négociations directes entre les parties, les puissances mondiales cherchent à dicter les clauses du statut final, particulièrement à Israël.

Le ministre des affaires étrangères français Bernard Kouchner a fait un pas dans cette direction en février 2010 : "on peut imaginer un Etat palestinien... reconnu par la communauté internationale, même avant la négociation de ses frontières. Je serais tenté par cette formule." (30) Kouchner et son homologue espagnol Moratinos ont écrit que l'Union européenne "ne doit pas se cantonner... aux contours du règlement final" ; elle "doit reconnaître collectivement l'Etat palestinien... Il n'y a plus une heure à perdre. L'Europe doit préparer le terrain." (31) L'Union européenne dans son ensemble n'est pas encore allée aussi loin. En novembre 2009, les Palestiniens ont formellement demandé à l'Union européenne d'inviter le Conseil de sécurité de l'ONU à reconnaître un Etat palestinien déclaré unilatéralement. (32) On leur a seulement répondu que les conditions n'étaient pas encore mûres pour une telle initiative. (33) Et en mars 2010, sous la pression de l'UE, le Quartet a fixé une limite de vingt-quatre mois pour le règlement final du conflit et la création d'un Etat palestinien indépendant. (34) Kouchner a dit : "la France soutient la création d'un Etat palestinien viable, indépendant, démocratique... pour le premier trimestre de 2012" (35).

Le rapprochement avec des organisations terroristes

Un autre thème permanent de la politique européenne consiste à exercer des pressions sur les Etats-Unis pour qu'ils entament un dialogue avec les organisations terroristes au prétexte que leur comportement en sera transformé dans le sens de la modération.

L'OLP : Pendant des années, le gouvernement américain s'est tenu à une politique stricte de non négociation avec l'OLP jusqu'à ce qu'elle ait renoncé au terrorisme. L'administration Ford l'a stipulé par écrit en 1975 : Les Etats-Unis "ne reconnaîtront pas l'OLP et ne négocieront pas avec elle tant qu'elle ne reconnaîtra pas de droit d'exister d'Israël et qu'elle n'acceptera pas les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU." (36) En 1985, le Président Reagan l'a inscrit dans la loi. (37) En novembre 1988, Yasser Arafat s'est finalement

plié aux conditions des Etats-Unis : il a renoncé à la lutte armée, et Reagan a autorisé les premiers contacts entre ses représentants et l'OLP. (38)

Les Européens n'ont jamais accepté l'idée que la reconnaissance de l'OLP soit subordonnée à des conditions comme la renonciation au terrorisme ou la reconnaissance du droit à l'existence d'Israël. Huit pleines années avant qu'Arafat ne renonce apparemment au terrorisme et reconnaisse Israël, la Communauté Economique Européenne, avec les gouvernements de Grande-Bretagne, de France, et d'Allemagne, avertissent Washington en signant la Déclaration de Venise de 1980, que l'OLP devrait "être associée (aux négociations de paix)... pour que s'exerce pleinement le droit (des Palestiniens) à l'autodétermination." (39) Tout au long de la période où les administrations américaines boycottaient l'OLP à titre de pression pour l'inciter à renoncer au terrorisme, les dirigeants européens ont approuvé tacitement les contacts avec l'organisation, et permis différentes manifestations de reconnaissance ; ils ont aussi essayé d'infléchir la politique des Etats-Unis. (40)

Le Hezbollah : Une tension semblable existe aujourd'hui entre les politiques européennes et américaine envers le Hezbollah. Le département d'état a classé le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes étrangères en 1997, (41) et les responsables américains ont invité à plusieurs reprises les gouvernements de l'Union européenne à mettre en vigueur une mesure de même nature pour permettre à leurs agences de renseignement et de promotion du droit de limiter les opérations de Hezbollah. (42) Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah, a publiquement admis que si l'Union européenne obéissait, "nos soutiens financiers et moraux, politiques et matériels... se tariraient." (43) Mais le chef de la politique étrangère de l'UE, Javier Solana prétendait en juillet 2006 que l'Union européenne n'avait pas assez de preuves pour déterminer si le Hezbollah devait être classé comme organisation terroriste. Deux cent treize membres du Congrès ont écrit à Solana pour protester. (44) En juin 2009, Solana est même allé plus loin : il a rencontré un chef du Hezbollah qui avait été élu au parlement libanais et affirmé que "le Hezbollah est un membre de la société libanaise." (45)

De même, plusieurs pays européens, la France en tête, sont allés dire à Washington que le Hezbollah était un parti politique libanais légitime doté d'une aile militaire, et qu'il n'est pas principalement une organisation terroriste. Comme si l'idée d'un parti politique armé n'était pas une contradiction dans les termes. En 2005, le président français Jacques Chirac repoussa une demande des Etats-Unis d'ajouter le Hezbollah sur la liste noire des terroristes dressée par l'Union européenne, arguant du fait qu'il était une partie prenante importante de la société libanaise. (46) En 2006, le ministre des affaires étrangères italien, Mas-

simo D'Alema, affirma que "indépendamment de ses activités terroristes bien connues, il a également une existence politique et un engagement social." (47) En juillet 2007, le ministre des affaires étrangères Kouchner accueillit en France une conférence à laquelle prit part le Hezbollah, dans un effort pour promouvoir un compromis politique au Liban, malgré les objections exprimées par quatre-vingt-onze membres du Congrès des Etats-Unis. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères déclara, "le Hezbollah est un groupe politique important (qui devrait être) entièrement intégré dans la scène politique." (48) Le porte-parole a été autorisé à faire cette déclaration deux ans seulement après l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafik Hariri. Nasrallah le chef du Hezbollah, a d'ailleurs dit qu'il s'attendait à ce qu'un tribunal de l'ONU mette en accusation des membres de son groupe. (49) Cela se produisit vingt-deux ans après l'attentat d'octobre 1983 contre les casernes de Beyrouth où cinquante sept parachutistes français furent assassinés, (50) un acte qui valut à un responsable du Hezbollah, Imad Mughniyeh, une mise en accusation par un grand jury des Etats-Unis en 1985, (51) un juge fédéral jugeant le Hezbollah coupable de ces faits en 2003. (52)

Bien que les Européens n'aient pas encore réussi à obtenir de Washington qu'il considère le Hezbollah comme un parti politique légitime, ils ont contribué à créer un environnement qui rendra cette reconnaissance de plus en plus tentante pour les dirigeants américains, au moment où le Hezbollah renforce son emprise sur le Liban.

Le Hamas : La politique européenne vis-à-vis du Hamas est quelque peu différente de sa position envers le Hezbollah. Sous la pression des Etats-Unis, l'aile militaire du Hamas a été inscrite sur la liste des organisations terroristes en décembre 2001, (53) son aile "politique" étant à son tour inscrite en septembre 2003. (54) La violente prise de contrôle de Gaza par le Hamas en juin 2007 a fait peser des pressions contradictoires sur les Européens. La violence du putsch du Hamas, la doctrine idéologique féroce de l'organisation, et le tir de milliers de fusées Qassam contre Israël depuis sa prise de contrôle, (55) tout cela jetait un doute, même pour les Européens les plus crédules sur l'évolution de l'organisation dans une direction modérée. Mais la réalité de l'emprise du Hamas sur le peuple de Gaza, une population pour laquelle beaucoup d'Européens se sentent investis d'une responsabilité spéciale, renforce la croyance qu'il faut le considérer comme un partenaire, aussi bien pour la distribution de l'aide humanitaire (même si une organisation terroriste siphonne vraisemblablement des fonds) que pour des négociations politiques sur l'avenir de l'enclave.

De nombreux Européens croient toujours que le dialogue avec le Hamas influera sur ses positions dans le sens de la modération ; pour eux, l'inscription sur la liste

des organisations terroristes est un obstacle. En août 2007, le premier ministre italien Romano Prodi a réclamé le dialogue avec Hamas :

Le Hamas existe. Nous ne pouvons pas l'ignorer. C'est une structure complexe que nous devrions aider à évoluer vers des positions favorables à la paix... On doit pousser au dialogue pour que cela se produise... Il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient aussi longtemps que les Palestiniens seront scindés en deux groupes. (56)

Javier Solana, qui était alors le chef de la politique étrangère de l'Union européenne, déclarait en 2006 qu'il "n'était pas impossible" que le Hamas change. "Je ne pense pas que l'essence du Hamas soit la destruction d'Israël. L'essence de Hamas est la libération des Palestiniens." (57) Cette idée est réfutée par des déclarations du Hamas lui-même, où il réitère son engagement de longue date de détruire Israël, un pré requis incontournable pour la création d'un état islamique sur la totalité de la Palestine. (58)

Le ministre des affaires étrangères Kouchner pense qu'il n'y aura pas d'accord israélo-palestinien de paix sans le Hamas à la table des négociations. Il a dit en janvier 2009 "nous avons réalisé il y a bien longtemps que le Hamas était l'un des interlocuteurs" dans le processus de paix au Moyen-Orient et "nous croyons que nous devons leur parler quand ils... accepteront d'entamer des négociations." Un porte-parole du ministère a dit que Paris était prêt à parler à un gouvernement palestinien d'unité incluant le Hamas aussi longtemps qu'il "respectera le principe du processus de paix." (59)

Lord Patten, le commissaire de l'Union européenne pour les relations extérieures entre 2000 et 2004, a avancé que l'unique condition pour des discussions avec le Hamas devait être un accord de cessez-le-feu, même si le Hamas refuse toujours d'accepter les accords signés dans le passé. (60) Massimo D'Alema, le ministre italien des affaires étrangères de 2006 à 2008, croyait que le Hamas est plus proche de l'armée républicaine irlandaise (IRA) que d'Al-Qaeda. (61) La Suède a accordé un visa à un ministre du Hamas en 2007, (62) et l'ancien ministre des affaires étrangères finlandais, Erkki Tuomioja, a affirmé que le Hamas "n'est plus le même parti que celui qu'il a été" avant de gagner les élections en 2006. (63) Benita Ferrero-Waldner, commissaire aux relations extérieures de l'Union européenne de 2004 à 2009, a annoncé qu'elle était prête à revoir l'interdiction de l'Union européenne de toute l'aide directe à un gouvernement palestinien conduit par le Hamas (64) bien qu'elle soit revenue sur cette position après la prise de contrôle sur Gaza et l'arrestation des responsables du Fatah en juin 2007. (65)

Ces voix européennes préconisant des négociations politiques avec le Hamas n'ont pas encore convaincu les responsables de l'Union européenne ni ceux de Washington. L'obstacle principal ne réside pas dans les objections de Jérusalem

mais dans l'hésitation devant le risque de porter préjudice à l'Autorité palestinienne dirigée par Mahmoud Abbas et Salam Fayyad. Mais si les "modérés" menés par ces deux personnalités s'effondraient, la résistance à la pression des partisans des négociations avec le Hamas commencerait à s'étioler. Beaucoup d'Européens n'ont tout simplement pas le courage d'une longue lutte contre des ennemis implacables ; le mirage que l'Occident peut modérer les islamistes extrémistes islamiques simplement en leur parlant, les apaise facilement.

La barrière de sécurité d'Israël est "illégal"

Un troisième thème évoqué en permanence par les Européens est la qualification d'excessives et disproportionnées des mesures arrêtées par Israël pour assurer sa sécurité, quand elles ne sont pas présentées comme des violations avérées du droit international. C'est sous cet angle que l'Europe considère la barrière de sécurité israélienne, les éliminations ciblées de terroristes notoires, le blocus de Gaza, la campagne contre le Hezbollah au Liban, et les implantations de Cisjordanie. Les Européens demandent constamment, avec insistance, à Washington de paralyser l'action d'Israël.

La barrière de sécurité d'Israël contre les infiltrations de terroristes, en construction depuis 2003, est très soutenue par l'opinion israélienne parce qu'elle a été efficace dans la prévention des attentats suicide. Un sondage d'opinion récent constate que "il est difficile de trouver en Israël un sujet qui recueille un aussi large consensus." (66) Quand il n'y avait pas encore de barrière, au cours des trois premières années qui ont suivi le déclenchement de l'intifada Al-Aqsa d'Arafat en septembre 2000, Israël a subi quatre-vingt-treize attentats-suicide qui ont tué 447 Israéliens et blessé 4 343 civils. Ces quatre dernières années, la majeure partie de la barrière ayant été achevée, le nombre d'attaques est passé à moins de cinq par an, et le nombre de tués du fait des terroristes est en moyenne de moins de dix par an. (67)

Washington a reconnu l'importance de la barrière pour la sécurité d'Israël mais il a exprimé ses préoccupations sur son itinéraire quand il s'écarte des lignes d'avant 1967. (68) Dans les termes du Président George W. Bush :

La barrière érigée par Israël dans le cadre de son effort pour assurer sa sécurité doit se cantonner à la sécurité, et ne pas devenir une barrière politique. Et son itinéraire, en cohérence avec les impératifs de sécurité, devrait tenir compte de son impact sur les Palestiniens non impliqués dans des activités terroristes... Elle devrait être provisoire plutôt que permanente, et, en conséquence, ne préjuger en rien du statut final, dont le tracé des frontières définitives. (69)

Les Européens pour leur part ont été unanimes et fermes dans leur opposition à la construction de la barrière depuis son commencement. Le 18 novembre

2003, le Conseil européen a invité Israël "à stopper la construction de la prétendue barrière de sécurité à l'intérieur des territoires palestiniens occupés, y compris à Jérusalem-Est et à son pourtour, au-delà de la ligne d'armistice de 1949, et à la démanteler", ajoutant que la barrière était non seulement inacceptable mais également "en contradiction avec les dispositions appropriées du droit international." (70) Le 20 juillet 2004, les vingt-cinq membres de l'Union européenne ont voté en bloc une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, en opposition aux Etats-Unis, exigeant la suppression de la barrière. (71) Le Conseil européen l'a réitéré le 8 décembre 2008, mentionnant dans ses "conclusions" que la "barrière de séparation est illégale du point de vue du droit international quand elle est construite sur des territoires occupés." (72)

L'Europe a influencé la politique des Etats-Unis au sujet de la barrière en finançant une équipe diplomatique sophistiquée de l'OLP, l'unité palestinienne d'élite connue sous le nom d'Unité de soutien aux négociations de l'OLP (NSU), dirigée par le responsable palestinien des négociations de paix, Saeb Erekat. Le NSU est financé par l'Administration britannique du développement international ; il a également reçu l'aide financière des gouvernements du Danemark, de Hollande, de Norvège, et de Suède. (73) Il se compose de plus de vingt professionnels qui plaident périodiquement auprès des hommes politiques de Washington au nom de l'OLP, avec la participation de conseillers réguliers des Palestiniens comme Diana Buttu (palestino-canadienne), Michael Tarazi (américano-palestinien), Omar Dajani, et Amjad Atallah. Un moment fort de l'action du NSU a été la présentation d'un PowerPoint spectaculaire sur la barrière de sécurité à Condoleezza Rice, la conseillère à la sécurité nationale, par les soins de Stephanie Koury (une libano-américaine du Texas), membre du NSU, pendant une visite en Cisjordanie le 28 juin 2003. Quelques heures plus tard, Rice heurta et irrita les membres du cabinet israélien en leur demandant de "reconsidérer" la barrière. La présentation de Koury a rendu l'administration Bush beaucoup plus critique vis-à-vis de la barrière de sécurité. Quelques jours après le briefing de Koury, j'ai rencontré Rice en privé en compagnie d'un collègue de l'AIPAC et avons entendu une expression sans détour de sa réaction à l'exposé de Koury. Trois semaines plus tard, l'équipe du NSU s'est envolée en direction de Washington pour présenter le diaporama à d'autres responsables et à des membres du Congrès. (74) La colère de Rice au sujet de la barrière a été le point bas des relations entre Washington et Jérusalem dans les années de George W. Bush : elle était due à une opération de lobbying palestinien financée par des Européens.

Les éliminations ciblées de terroristes par Israël sont "illégalles"

Israël a adopté une politique d'éliminations ciblées des terroristes qui préparent des actes de violence particuliers ou qui sont impliqués en tant qu'opérationnels dans l'organisation, la planification, le financement et la fourniture d'armes pour ces opérations. Le but est de stopper des attaques imminentes sans pouvoir procéder à des arrestations ou mettre en échec ces projets par d'autres méthodes. Les responsables israéliens de la sécurité pensent que cette politique fait peser une menace permanente sur les fabricants potentiels de bombes et exerce un effet dissuasif sur les auteurs des opérations terroristes. Les Israéliens croient également que les éliminations ciblées font courir moins de risques aux Palestiniens non-combattants qu'une incursion militaire dans une zone de population pour capturer des terroristes. (75) Le 13 décembre 2006, la Cour suprême d'Israël a jugé que l'élimination ciblée était une forme légitime d'autodéfense contre le terrorisme à condition de respecter certaines procédures. (76) La population israélienne soutient fortement la politique d'éliminations ciblées : à 90 pour cent selon un sondage, à 75 pour cent dans un autre. (77)

Le porte-parole du département d'Etat américain a parfois exprimé son désaccord avec la politique israélienne d'éliminations ciblées, par exemple le 8 août 2001, (78) le 5 novembre 2002, (79) et le 17 avril 2004. (80) En réalité, Washington accepte la politique israélienne quand elle vise à neutraliser des menaces imminentes. (81) Les Etats-Unis sont par ailleurs devenus les premiers usagers au monde des éliminations ciblées selon une étude du rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires. (82) L'administration de George W. Bush a utilisé des drones pour attaquer des militants ciblés à 45 reprises. (83) L'administration Obama a augmenté le nombre de ces opérations porté à 53 en 2009 et à 39 au premier semestre de 2010 dans le seul au Pakistan, selon la Nouvelle Fondation de l'Amérique. (84) Cette fondation a aussi constaté que les frappes de drones depuis l'arrivée d'Obama à la Maison Blanche ont provoqué 450 décès dont le quart étaient des civils. (85) Michael E. Leiter, à la tête du Centre national du contre-terrorisme d'Obama, a défendu cette politique le 1^{er} juillet 2010, disant qu'il serait "complètement irresponsable" de ne pas donner un coup d'arrêt à ceux qui complotent pour nuire aux Américains. (86) Comme le public israélien, la majorité des Américains soutiennent l'élimination ciblée des terroristes. (87)

Mais les Européens font preuve de moins de tolérance que les Américains pour la politique israélienne. Le 12 décembre 2002, le Conseil européen a invité Israël à « mettre un terme à l'utilisation excessive de la force et des exécutions extrajudiciaires, qui n'apportent pas la sécurité à la population israélienne. » (88) Le 18 novembre 2003, le Conseil a affirmé que les éliminations

ciblées étaient illégales, recommandant avec insistance à Israël "de s'abstenir de toute mesure punitive non conforme au droit international, comme les éliminations extrajudiciaires et la destruction de maisons." (89) Le 17 janvier 2004, Diego Ojeda, le porte-parole de l'Union européenne a déclaré que "l'Union européenne s'est prononcée contre les soi-disant exécutions extrajudiciaires (d'Israël) des terroristes suspectés." (90) En février 2010, le président Nicolas Sarkozy a fait part publiquement de la condamnation irrévocable de la France "de ce qui n'est rien moins qu'un assassinat", s'agissant d'un commandant du Hamas qui aurait été tué à Dubaï par des agents israéliens. (91) En décembre 2007, le Centre palestinien pour les droits de l'homme a publié un document extrêmement critique sur l'illégalité "des exécutions extrajudiciaires" d'Israël, une publication "produite avec l'aide de l'Union européenne." (92)

Il y a un élément d'hypocrisie dans le discours européen sur l'illégalité de la pratique israélienne des éliminations ciblées car certains gouvernements qui approuvent cette dénonciation mettent eux-mêmes des éliminations en œuvre. En juillet 2010, un responsable britannique révélait qu'une agence d'espionnage de son pays localisait avec précision les caches des chefs d'Al Qaeda et des Talibans en Afghanistan et au Pakistan de façon à les éliminer avec des drones américains. (93) Des agents britanniques avaient tenté de tuer le maréchal allemand Irwin Rommel pendant la campagne d'Afrique du nord (94) et réussi à éliminer l'Obergurppenföhrrer SS Reinhard Heydrich en 1942. (95) En mai 1987, à Loughgall, en Irlande du Nord, une unité spéciale d'opération britannique tuait huit militants de l'armée républicaine irlandaise (IRA) qui se préparaient à attaquer un commissariat de police. (96) Un an après, le 7 mars 1988, les forces britanniques de sécurité tuaient à Gibraltar trois militants d'IRA qui marchaient en direction de la frontière avec l'Espagne. (97) En juillet 2010, le gouvernement français a reconnu que ses forces de sécurité avaient aidé à l'élimination de six terroristes liés à Al-Qaeda au Mali pour empêcher une attaque terroriste en Mauritanie. (98)

Le blocus de Gaza par Israël est "illégal"

Le 31 mai 2010, l'ambassadeur français Gérard Araud a déclaré devant le Conseil de sécurité de l'ONU que le blocus de Gaza par Israël était illégal et insoutenable, et qu'il devait être levé. Araud ajouta que l'utilisation de la force par Israël contre la flottille turque était injustifiable et disproportionnée. (99) Le premier ministre britannique David Cameron était d'accord : "l'attaque israélienne sur la flottille de Gaza était complètement inacceptable... On ne doit pas permettre que Gaza demeure un camp de prisonniers." (100) En même temps, le ministre

des affaires étrangères William Hague affirmait devant la Chambre des Communes que le blocus de Gaza était "inacceptable et insoutenable." (101) L'ambassadeur britannique à l'ONU a exigé que des restrictions imposées par Israël à Gaza soient levées pour permettre l'accès sans entrave à l'enclave, l'acheminement sans difficulté de l'aide humanitaire, les mouvements dans les deux sens des marchandises commerciales et des personnes. C'était, a-t-il dit, l'une des priorités internationales les plus urgentes du nouveau gouvernement britannique. (102) Chris Patten, l'ancien commissaire de l'Union européenne a défendu l'idée que le blocus israélien était "immoral, illégal, et inefficace." (103)

Cette fois encore la position européenne est hypocrite. De 1993 à 1996, douze navires européens ont participé à un blocus commun de l'OTAN et de l'Europe occidentale, connu sous le nom de "Sharp Guard", pour imposer à l'ancienne Yougoslavie un embargo sur les armes et des sanctions économiques. Des navires belges, danois, français, allemands, grecs, italiens, hollandais norvégiens, portugais, espagnols, turcs et britanniques ont été mobilisés. Environ 74 000 bateaux ont été traités ; presque 6 000 ont été inspectés en mer, et plus de 1400 ont été détournés et inspectés dans un port. (104) S'il y avait eu une résistance violente à ce blocus, toutes les parties prenantes s'étaient engagées à utiliser la force. C'est parce que personne n'a osé forcer ce puissant blocus qu'il n'y a pas eu de violences. Ce n'est pas du fait d'une objection de principe à l'utilisation de la force. Néanmoins, au Conseil de sécurité de l'ONU, les Européens continuent de contraindre Israël à la défensive sur la question du blocus de Gaza, rendant plus difficile le soutien de Washington au droit d'Israël à l'autodéfense prévu par l'article 51 de la charte des Nations Unies. (105)

Les Européens ont fait preuve d'une attitude semblable en juillet 2006, quand Israël a pénétré au Liban en réponse aux attaques du Hezbollah. Un rapport soutenu par la présidence de l'Union européenne indiquait que, "l'Union européenne était très préoccupée par l'utilisation disproportionnée de la force par Israël au Liban en réponse aux attaques venant du Hezbollah." (106) Le ministre français des affaires étrangères d'alors, Philippe Douste-Blazy, soutenait que les frappes israéliennes constituaient "un acte de guerre disproportionné" et que le gouvernement français soutenait "la demande du Liban d'un renvoi devant le Conseil de sécurité des Nations Unies aussi rapidement que possible." (107)

Les implantations israéliennes sont "illégales"

Le Président Ronald Reagan déclarait en 1981 que les implantations israéliennes étaient "peu judicieuses", "inutilement provocatrices", et "un obstacle à la paix", mais il disait également qu'elle n'étaient pas "illégales." (108) Cette distinction a été la politique implicite de toutes les administrations américaines successives

depuis Reagan. (109) L'administration de George W. Bush introduisit une distinction supplémentaire entre les blocs d'implantations sur des zones, que les Palestiniens devront probablement céder à Israël dans un échange de territoires issu de futures négociations (comme Arafat en avait convenu au titre des paramètres de Clinton négociés à Camp David en 2000), et les implantations isolées situées plus à l'intérieur de la Cisjordanie sur des territoires qui relèveront sûrement de la souveraineté palestinienne. Le Président Bush considérait que les implantations situées à l'intérieur de la Cisjordanie étaient les plus problématiques tandis que les blocs implantés sur des terres échangeables étaient acceptables. Barack Obama a apparemment rejeté les améliorations introduites par Bush, et son administration semble considérer que toutes les implantations israéliennes sont également problématiques. Mais même Obama n'est pas revenu sur la doctrine antérieure à Reagan de l'illégalité des implantations israéliennes. (110)

Et voilà que sur cette question encore l'Europe est plus proche du côté arabe et plus critique envers Israël que les Etats-Unis. Le 13 juin 1980, la Communauté Economique Européenne, l'ancêtre de l'Union européenne, proclamait dans la Déclaration de Venise que "les implantations, comme les modifications dans la population et la propriété au sein des territoires arabes occupés, sont illégales en vertu du droit international." (111) Le 8 décembre 2009, le Conseil de l'Union européenne a réitéré ce jugement : "Les implantations... la démolition des maisons et les expulsions sont illégales selon le droit international." (112)

La politique européenne est basée sur des prémisses juridiques stipulant qu'Israël occupe une terre prise à un autre pouvoir souverain. Mais la frontière d'avant 1967 n'était rien de plus qu'une ligne de démarcation entre les positions tenues par les armées en conflit au moment où les combats se sont arrêtés en 1949. Cette ligne n'a jamais été reconnue par l'une ou l'autre partie comme frontière politique permanente. L'occupation jordanienne de la Cisjordanie avant 1967 n'avait pas été reconnue non plus par quiconque à l'exception de la Grande-Bretagne et du Pakistan. La Cisjordanie est davantage un territoire contesté qu'un territoire occupé, ce qui l'exclut du champ de la convention de Genève (113) comme les Européens cherchent le faire admettre. Les Européens donnent un statut d'éternité à une ligne provisoire qui a existé pendant moins de dix-huit ans (entre 1949 et 1967) et ils ignorent des réalités qui durent depuis deux fois plus longtemps (1967-2010).

Pour les Israéliens, les conséquences pratiques de la qualification d'illégalité également appliquée à toutes les communautés juives au-delà des lignes d'avant 1967, sont plus importantes qu'une controverse juridique obscure. Si cela était vrai, cela signifierait que plus de la moitié des Juifs de Jérusalem, la capitale de

la nation, vivent illégalement sur une terre qui appartient à d'autres (114) dans des maisons que les Israéliens ont construites et payées. Des communautés entièrement juives comme Gilo, French Hill, et Pisgat Ze'ev, se trouvent au-delà de l'ancienne ligne d'armistice. Les Israéliens ne considèrent pas du tout qu'il s'agisse d'implantations. (115) Cela signifierait que Maale Adoumim, une vaste métropole de 36 500 personnes, est mis sur le même plan des points sur la carte à peine habités. Cela signifierait également que les lignes d'armistice d'avant 1967, militairement indéfendables, sont reconnues en vertu du droit international comme intangibles, en violation d'un fait implicitement reconnu par la résolution 242 du Conseil de sécurité, (116) qui donne à Israël la possibilité de conserver certains territoires capturés au cours de la guerre de 1967.

Les interventions européennes enflamment souvent les polémiques sur les implantations entre Washington et Jérusalem, des frictions qui ont eu des effets particulièrement destructifs dans le cas de l'administration Obama. Martin Indyk, un conseiller de Hillary Clinton, et le délégué pour le Moyen-Orient, George Mitchell, ont dit récemment : "je ne pense pas que... Barak Obama, Hillary Clinton ou George Mitchell, veuillent échanger à nouveau des arguments sur les implantation (au lieu) d'aborder le principal défi qui consiste à se mettre d'accord sur ce que doivent être les frontières de l'Etat palestinien... Le problème des implantations sera résolu en fonction de cet accord." (117) Les pressions européennes ont poussé l'administration Obama à mettre l'accent sur le point les plus litigieux, celui des implantations et des constructions de logements juifs à Jérusalem. Bill Clinton avait sagement évité ce champ de mines, même en 1995, au moment où le gouvernement de Yitzhak Rabin approuvait la construction de 5 000 nouvelles unités de logement à Jérusalem Est parce que, comme l'a dit un de ses conseillers, "Agir maintenant... serait très explosif pour les négociations, et franchement, cela nous exclurait du rôle de facilitateurs de ces négociations." (118)

Conclusion

Les dirigeants européens sont la force extérieure la plus efficace qui pousse le gouvernement des Etats-Unis à s'éloigner d'Israël et à se rapprocher des Arabes. L'Europe n'est pas hostile à Israël sur toutes les questions, et toutes les interventions européennes auprès des responsables américains ne visent pas à infléchir la politique des Etats-Unis en faveur des Arabes. Mais, dans l'ensemble, la route qui conduit les Arabes à Washington passe par Paris, Londres, et Berlin.

Traduction : Jean Pierre Bensimon

notes

1. "Arab Americans", US4Arabs.com, consultation du 16 août 2010; "Arab Americans", Arab American Institute, consultation du 16 août 2010. <http://www.us4arabs.com/content/view/5/17/>
2. "Press Statement on ADC NAAA Merger", Arab-American Anti-Discrimination Committee 29 déc. 1999.
3. Isaiah Kenen, *The Jewish Digest*, Dec. 1975.
4. Steven Emerson, *The American House of Saud* (New York : Franklin Watts, 1985).
5. Ibid.
6. Ha'aretz (Tel Aviv), Jan. 9, 2004 ; Reuters, Jan. 9, 2004.
7. The Guardian (London), July 18, 2010.
8. "Military Defense Spending and Budgets by Country", GlobalFirepower.com, consultation du 16 août 2010.
9. Donald Neff, "Israel Requests \$10 Billion in U.S. Loan Guarantees for Soviet Immigrants", *Washington Report on Middle East Affairs*, Avr./Mai 1995, pp. 79-80.
10. George H.W. Bush, discours devant la session commune du Congrès, 6 mars 1991.
11. Neff, "Israel Requests \$10 Billion."
12. The New York Times, Jan. 31, 1990.
13. Neff, "Israel Requests \$10 Billion" ; *The Christian Science Monitor*, 11 janv. 2010.
14. Leon T. Hadar, "Showdown at the Settlements Corral : Can Obama Remake the Bush-Baker Classic?" *Foreign Policy*, 25 Mar. 2010.
15. "The Arab-Israeli Peace Process Progress Report - 8 Apr. 1992," Israel Ministry of Foreign Affairs, Jerusalem, 8 avr. 1992.
16. "Al-Aqsa Intifada", *The Jerusalem Forum*, Amman, consultation du 16 août 2010.
17. Los Angeles Times, 7 Sept. 1991.
18. Neff, "Israel Requests \$10 Billion."
19. *Foreign Policy*, Mar. 25, 2010.
20. "GCC : Trade in Goods", Europa, European Union, Brussels, consultation du 19 août 2010.
21. "Middle East : Israel, Economy", 2010 World Fact Book, U.S. Central Intelligence Agency, McLean, Va., 3 août 2010.
22. Reuters, 17 Sept. 2002.
23. Ha'aretz, 18 Sept. 2002.
24. "Quartet Roadmap to Israeli-Palestinian Peace", *MidEast Web*, Rehovot, 17 Sept. 2003.
25. Agence France-Presse, 18 Sept. 2002.
26. "Chronological Review of Events Relating to the Question of Palestine, November 2002," United Nations Information System on the Question of Palestine (UNISPAL), New York, consultation du 16 août 2010.
27. "Quartet Roadmap to Israeli-Palestinian Peace", *MidEast Web*, Rehovot, Apr. 30, 2003.

28. "Quartet Statement on the Middle East", European Union @ United Nations, European Commission, 17 Sept. 2002.
29. Reuters, 12 juillet 2009.
30. Ibid., 21 février 2010.
31. Bernard Kouchner et Miguel Angel Moratinos, "A Palestinian State : When?" *Le Monde* (Paris), 23 févr. 2010.
32. *The Guardian*, 16 Nov. 2009.
33. *Voice of America*, 17 Nov. 2009.
34. "Statement by Middle East Quartet", U.N. Secretary-General, New York, 19 Mar. 2010.
35. Palestine Note (Washington, D.C.), 27 juillet 2010.
36. Israel-United States Memorandum of Understanding, Congressional Record, Washington, D.C., 1 Sept. 1975.
37. The International Security and Development Cooperation Act of 1985, 22 U.S.C. 2151 note, Public Law 99-83, sect. 1302, 1 Oct. 1985.
38. "U.S. opens dialogue with PLO - Ronald Reagan, George Shultz statements", U.S. Government Printing Office, Washington, D.C., 14 Dec. 1988.
39. "Venice Declaration", archives, The State of Israel, Jerusalem, 13 juin 1980.
40. Rory Miller, "The PLO factor in Euro-Israeli relations, 1964-1992", *Israel Affairs*, Oct.-Dec. 2004, pp. 123-55, ftnt. 33.
41. "Hezbollah", International Terrorist Symbols Database, consultation du 17 août 2010.
42. "Adding Hezbollah to the EU Terrorist List", hearing before the Subcommittee on Europe, Committee on Foreign Relations, U.S. House of Representatives, Washington, D.C., 20 juin 2007.
43. Muriel Asseraf, "Prospects for Adding Hezbollah to the EU Terrorist List", *American Jewish Committee*, New York and Washington, D.C., 1 Oct. 2007.
44. *Softpedia*, Aug. 2, 2006; *European Jewish Press* (Brussels), 1^{er} août 2006.
45. *France 24 TV news*, 14 juin 2006.
46. *Ha'aretz*, Aug. 2, 2005.
47. *Egypt.com News* (Cairo), 15 avr., 2009.
48. Briefing, French Ministry of Foreign Affairs, Paris, 10 juillet 2007.
49. Reuters, 22 juillet 2010.
50. Pierre Tristam, "The 1983 Attack on U.S. Marines in Lebanon", *About.com*, consultation du 17 août 2010; "23 October 1983: A Blast that Still Echoes", U.S. Naval Institute, Annapolis, no. 22, Oct. 2009.
51. Muhammad Sahimi, "The Fog over the 1983 Beirut Attack", *Frontline*, Public Broadcasting Service, 24 Oct. 2009.
52. *USA Today*, 30 mai 2003.
53. "Freezing Funds : List of Terrorists and Terrorist Groups", Europa, European Union, Brussels, 27 Dec. 2001.
54. *Journal of the European Union*, C70E/140, 20 mars 2004.

55. "The Hamas Terror War against Israel", Israel Ministry of Foreign Affairs, consultation du 17 août 2010.
56. European Jewish Press, 13 août 2007.
57. "EU's Solana : 'Hamas Doesn't Want to Destroy Israel'", Jihad Watch, Oct. 30, 2006 ; Israel News Agency (Jerusalem), 15 Jan. 2009.
58. Reuters, 12 Mar. 2007.
59. France 24 TV news, 21 Jan. 2009.
60. The Guardian, 18 juillet 2010.
61. YNet (Tel Aviv), 29 août 2006 ; The Irish Times (Dublin), 28 Jan. 2009.
62. Rory Miller, "Why the European Union Finally Sidelined Hamas", inFocus Quarterly, 4^e trimestre 2007.
63. EUobserver (Brussels), 1 Sept. 2007.
64. European Jewish Press, 14 mai 2007.
65. Miller, "Why the European Union Finally Sidelined Hamas."
66. YNet, 7 juin 2007.
67. "Suicide and Other Bombing Attacks in Israel Since the Declaration of Principles (Sept 1993)", Israel Ministry of Foreign Affairs, Jerusalem, accessed 17 août 2010.
68. "U.S. Policy on the Separation Barrier and Statements from Church Leaders", Churches for Middle East Peace, Washington, D.C., accessed 17 août 2010.
69. George W. Bush to Ariel Sharon, Ariel Sharon to George W. Bush, in Ha'aretz, 6 juin 2009.
70. "Declaration of the European Union", Fourth Meeting of the Association Council EU-Israel, Brussels, 17-18 Nov. 2003, p. 5.
71. Res. ES-10/15, U.N. General Assembly, New York, 20 juillet 2004.
72. "Council Conclusions on the Middle East Peace Process", European Union, Brussels, 8 Dec. 2009.
73. "Development Assistance and the Occupied Palestinian Territories", Second Report of Session 2003-04, International Development Committee, House of Commons, London, p. 21 ; "About Us", PLO Negotiations Affairs Department, accessed 18 août 2010.
74. The Forward (New York), 18 juin, 2003.
75. Gal Luft, "The Logic of Israel's Targeted Killing", Middle East Quarterly, Hiver 2003, pp. 3-13.
76. "HCJ 769/02 Summary Judgement", The Public Committee against Torture in Israel v. The Government of Israel, Israeli Supreme Court, Jerusalem, 13 déc. 2006.
77. Steven R. David, "Fatal Choices : Israel's Policy of Targeted Killing", Begin-Sadat Center for Strategic Studies, Bar-Ilan University, Ramat Gan, Sept. 2002, p. 7.
78. News briefing, U.S. Department of State, Washington, D.C, 8 août 2001.
79. BBC News, 6 nov 2002.
80. Ha'aretz, 17 avril 2004.
81. Chris Toensing and Ian Urbina, "Israel, the US and 'Targeted Killings'", Middle East Report, 17 févr. 2003.

82. Philip Alston, "Report by the Special Rapporteur on Extrajudicial, Summary or Arbitrary Executions", United Nations, New York, 28 mai 2010.
83. CNN, 28 avril 2010.
84. National Public Radio, 25 mars 2010.
85. "The Year of the Drone", New America Foundation, Washington, D.C., and Sacramento, Calif., accessed 18 août, 2010.
86. Los Angeles Times, 1^{er} juillet 2010.
87. David, "Fatal Choices : Israel's Policy of Targeted Killing", p. 18.
88. "Conclusions of the Copenhagen European Council", Brussels, 13 déc. 2003.
89. "Declaration of the European Union", 17-18 Nov., 2003, p. 4.
90. International Middle East Media Center (West Bank), 17 janv. 2004.
91. The Tehran Times, 23 févr. 2010.
92. "Position Paper : Extra-Judicial Execution", Palestinian Centre for Human Rights, West Bank, Dec. 2007.
93. Fox News, 25 juillet 2010.
94. Time, 19 mai 1980.
95. "The Assassination of Reinhard Heydrich", Central Intelligence Agency, McLean, Va., 22 Sept. 1993.
96. "Special Air Service (SAS) - Loughgall, Northern Ireland", British Special Forces and Elite Units, Kent, U.K., consultation du 18 août 2010.
97. "1988: IRA Gang Shot Dead in Gibraltar", BBC, consultation du 18 août 2010.
98. Reuters, 23 juillet 2010.
99. "Security Council Condemns Acts Resulting in Civilian Deaths during Israeli Operation against Gaza-bound Aid Convoy", U.N. news office, New York, 31 mai 2010.
100. The Guardian, 27 juillet 2010.
101. Ibid., 2 juin 2010.
102. "Security Council Condemns Acts Resulting in Civilian Deaths", 31 mai 2010.
103. The Jewish Chronicle (London), 19 juillet 2010.
104. "NATO/WEU, Operation Sharp Guard", North Atlantic Treaty Organization, Brussels, 2 Oct. 1996.
105. Charter of the United Nations, San Francisco, 26 juin 1945, art. 51.
106. Deutsche Welle (Bonn), 14 juillet 2006.
107. Gerald M. Steinberg, "Europe's Disproportionate Criticism", The Wall Street Journal, 17 juillet 2006.
108. "Quotes from U.S. Government Officials on Israeli Settlements", Churches for Middle East Peace, Washington, D.C., accessed 18 août 2010.
109. The Washington Post, 17 juin 2009.
110. Steven J. Rosen, "Tough Love Is No Love at All", ForeignPolicy.com, 21 juillet 2009.
111. "Venice Declaration", 13 juin 1980.
112. "Council Conclusions on the Middle East Peace Process", 8 déc. 2009.

113. Jeffrey Helmreich, "Diplomatic and Legal Aspects of the Settlement Issue", Jerusalem Issue Brief, 19 janv 2003.
114. The Yale Globalist (New Haven), 4 juillet 2010.
115. CNN, 23 mars 2010.
116. "The Situation in the Middle East", U.N. Security Council Res. 242 22 nov. 1967.
117. Natasha Mozgovaya, "Martin Indyk : I Think the Settlement Issue Will Be Resolved", Ha'aretz, 28 juillet 2010.
118. Steven J. Rosen, "Obama's Foolish Settlements Ultimatum", Foreign Policy, 1^{er} avril 2010.w